

Le Monde
ÉDITORIAL

Zizanies hors sujet

DIX-HUIT SONDAGES consécutifs qui annoncent le non au référendum du 29 mai, une première prestation présidentielle ratée sur TF1, et le camp du oui panique. A gauche, voilà plusieurs semaines que François Hollande peine à imposer à son parti une campagne en cohérence avec son oui majoritaire. Le premier secrétaire du PS rappelle à l'ordre Henri Emmanuelli, jugé hors sujet en réclamant un nouveau congrès fondateur. Lionel Jospin va faire son retour télévisé le 28 avril. Mais, pour l'heure, à gauche, la dynamique est celle du non.

A droite, la situation est encore pire puisque les divisions s'installent à l'intérieur du camp du oui et au sein même du gouvernement. Il a suffi que le fougueux ministre de l'intérieur, Dominique de Villepin, se dise en mission commandée pour annoncer qu'au lendemain du référendum, et « *quel que soit le résultat* », il faudrait « *une politique beaucoup plus volontaire, plus audacieuse, plus solidaire* », pour qu'on y lise la dénonciation du bail de Jean-Pierre Raffarin. M. de Villepin a eu beau assurer le 18 avril, lors du débat du Monde au Théâtre du Rond-Point, que « *ce n'est pas une affaire d'homme, c'est une affaire d'exigence* », sa candidature à Matignon est déjà connue.

L'estocade portée par le mousquetaire du président au premier ministre a déclenché une mini-crise dont le gouvernement aurait pu faire l'économie. M. Raffarin et M. de Villepin ont eu, lundi, en pleine réunion de ministres, une sérieuse dispute. Dans un climat à beau-

coup d'égards surréaliste, on a même entendu le premier ministre, le 19 avril sur RTL, dire de son ministre de l'intérieur qu'il a « *dérapé, cela arrive souvent quand on veut aller trop vite* ». « *Je l'ai recadré, l'incident est clos* », a-t-il ajouté.

Le problème, c'est que M. Raffarin – qui reconnaît lui-même qu'après le 29 mai « *il faudra une impulsion du gouvernement pour une politique plus harmonieuse avec la société* » – est très affaibli par une cote de popularité qui est au plus bas dans les sondages. Et que nombre de ses « amis » pensent que l'annonce de son départ serait utile pour sauver le oui. Il reste que la méthode du coup de pied de l'âne, déjà utilisée par M. de Villepin, n'est pas admissible.

Ces zizanies franco-françaises instaurent un climat délétère de fin de règne, alors que Jacques Chirac fêtera le 13 mai les dix ans de son installation à l'Élysée. Mais elles sont surtout hors sujet par rapport au débat sur la Constitution européenne. L'histoire montre, et c'est un vice de la procédure référendaire, qu'à chaque référendum, les Français prennent malheureusement l'habitude de répondre à côté de la question posée.

Plutôt que de jouer au petit jeu mortifère des rivalités de personnes, de l'affichage d'ambitions qui n'intéressent personne, il faudrait, à six semaines du référendum, revenir à l'Europe. Nos voisins sont doublement atterrés par la perspective d'une victoire du non et un débat politique souvent hors sujet. Il est temps de s'interroger sur la nature de l'Europe à laquelle on est prêt à adhérer.

Bon souvenir des Balkans

CHRONIQUE INTERNATIONALE

DIX ANS après les accords de Dayton, qui ont mis fin aux affrontements en Bosnie, six ans après la guerre au Kosovo et cinq ans après la chute de Slobodan Milosevic à Belgrade, les Balkans paraissent tranquilles.

Calme trompeur ? C'est ce que pense la commission internationale sur les Balkans, qui vient de publier son rapport. Cette commission, présidée par l'ancien président du conseil italien et vice-président de la Convention européenne, Giuliano Amato, a parcouru pendant plusieurs mois la région, de Belgrade à Pristina, de Skopje à Tirana. Elle en a tiré la conclusion qu'aucun problème de fond n'avait été réglé ; pour que les « Balkans occidentaux » ne deviennent pas « *un trou noir à la périphérie de l'Europe* », la perspective d'adhésion à l'Union européenne devait être précisément tracée.

Ces « commissions Balkans » ont une longue histoire. La première avait été fondée en 1913 par la fondation américaine Carnegie pour examiner les causes des guerres balkaniques de 1912 et 1913. Présidée par un sénateur français, le baron d'Estournelles de Constant, elle comprenait l'historien russe Pavel Milioukov, le contradicteur de Lénine dans le soviet de Petrograd en 1917. Son rapport, publié en 1994 avec une préface du célèbre diplomate américain George Kennan, se lit comme un reflet de l'histoire contemporaine des Balkans, comme un avertissement aussi pour les générations futures. En 1996, une deuxième commission internationale sur les Balkans, sous la présidence de l'ancien premier ministre belge Leo Tindemans, a tiré les conclusions du conflit en Bosnie-Herzégovine, mais c'était avant la guerre du Kosovo.

La commission dirigée par Giuliano Amato part d'un constat : la région est relativement stable à cause de la présence de quelque 20 000 soldats de l'OTAN et de l'Union européenne et à cause du statut de quasi-protectorat auquel sont soumis la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo. A court terme, ce statut assure une certaine stabilité mais, à terme, il n'est pas tenable. D'une part parce qu'il n'est pas possible d'ajourner indéfiniment la solution des

questions en suspens, d'autre part parce que le tutorat imposé aux populations les empêche de développer les aptitudes leur permettant un jour de se gouverner par elles-mêmes. Le remède des problèmes à court terme est nuisible aux solutions à long terme.

Pour sortir de ce cercle vicieux, la commission propose de prendre au sérieux la perspective européenne promise aux pays des Balkans de l'Ouest – Albanie, Bosnie, Croatie, Macédoine, Serbie-et-Monténégro –, c'est-à-dire la possibilité d'adhérer un jour à l'Union européenne.

Pour conduire ces pays sur cette voie, il ne suffit pas d'exiger l'adoption de l'acquis communautaire, comme on l'a fait pour les candi-

certain pays, comme la Croatie – et la Macédoine, sur laquelle la commission porte un jugement plutôt favorable –, pourraient terminer les négociations avant cette date.

Reste la question du Kosovo, que la résolution 1244, qui a mis fin à la guerre de 1999, laisse dans la fédération yougoslave. Celle-ci se perpétue aujourd'hui sous une forme adoucie et controversée dans la Serbie-et-Monténégro. La commission demande aux Serbes et aux Monténégrins de trancher une bonne fois entre la cohabitation et la séparation.

Pour le Kosovo, elle suggère un plan en quatre étapes, fondé sur la reconnaissance de son indépendance. Toutefois celle-ci serait effective seulement à la fin du processus qui conduirait un Kosovo – hautement décentralisé – dans l'Union européenne. En même temps que la Serbie (Monténégro). A l'instar de tous les Etats membres de l'UE, le Kosovo bénéficierait d'une « *souveraineté partagée* ». « *C'est un peu artificiel* », reconnaît Richard von Weizsäcker, ancien président de la République fédérale d'Allemagne et membre de la commission, mais c'est sans doute la seule issue raisonnable.

Pour résoudre la quadrature du cercle balkanique, Giuliano Amato et ses pairs utilisent habilement deux instruments caractéristiques de l'Union européenne. D'abord, la perspective de la participation à cet espace de prospérité – relative –, de respect de l'Etat de droit et des droits de l'homme constitue une puissante incitation aux réformes intérieures. Simple-ment, la tâche est ici plus ardue parce que la guerre a exacerbé les antagonismes nationaux et ruiné des économies déjà fragiles. Ensuite, la mise en œuvre d'une conception relative de la souveraineté, qui n'est plus un absolu excluant l'autre mais un processus de décision tenant compte des intérêts propres comme de ceux des partenaires.

C'est une vision un peu idéale de l'Union européenne au moment où celle-ci se bat pour sa Constitution, mais y en a-t-il une autre ?

Daniel Vernet

Dix ans après les accords de Dayton, le calme est-il trompeur ? C'est ce que semble penser la commission internationale dans son rapport

dats d'Europe centrale et orientale dans les années 1990. Il faut les accompagner dans la construction d'un Etat capable de mettre en œuvre les exigences de l'UE. La première étape, proposée par la commission Amato, est une conférence internationale, dès 2006, qui adopterait pour chaque pays une « feuille de route ». Celle-ci devrait d'abord le conduire à une situation le mettant en mesure d'ouvrir des négociations d'adhésion et ensuite à l'adhésion elle-même, en 2014. Pour être indicative, la date n'a pas été choisie au hasard. Ce serait un siècle après l'assassinat de l'archiduc d'Autriche à Sarajevo, qui fut à l'origine de la première guerre mondiale. Sans compter que

M. Zapatero et le tabou de la « défrancoisation »

Suite de la première page

La défaite des républicains, affaiblis par leurs divisions et le manque de soutien effectif des démocraties occidentales, face à l'engagement sans états d'âme des aviateurs allemands et de l'armée italienne, creva le cœur de millions de citoyens européens, qui devaient ce qui les attendait.

En Espagne même, la guerre civile n'opposa pas seulement deux armées. Elle mit aux prises, dans un face-à-face sauvage et féroce, deux Espagne, deux sociétés, deux mondes. Ce fut une guerre de classes, mais aussi de religion, entre les catholiques fanatisés et les autres. Elle traversa des familles, où « *l'un était rouge et l'autre blanc* », comme le chanta, en France, Jean Ferrat.

La guerre civile fut marquée par des atrocités des deux côtés, et quand les vainqueurs, à la fin de la guerre, entrèrent en fanfare dans les villes qui tombaient les unes après les autres, ils ne manifestèrent aucune pitié envers les vaincus. Exécutions sommaires, condamnations à mort ou à des dizaines d'années de prison, exil furent le lot de centaines de milliers d'Espagnols.

Des décennies ont passé, mais la guerre civile n'est toujours pas devenue un objet de mémoire dépassionné. L'affrontement de 1936-1939 reste présent et parfois presque à fleur de peau. Il y a eu tant de morts et tant de haine que la sérénité est difficile à retrouver. Aujourd'hui encore, dans des villages qui furent déchirés par la guerre civile, les anciens vaincus n'ont pas oublié le peur.

Il faut aussi rappeler que la dernière tentative de coup d'Etat en Espagne, déjouée par le sang-froid du roi Juan Carlos et la loyauté de l'armée, ne date que de février 1981. Pendant l'enlèvement de la statue de Franco, quelques passants ont entonné le *Cara al sol*, l'hymne phalangiste (le parti d'extrême droite de l'époque). Le lendemain, quelques-uns ont barbouillé de rouge des statues de ministres socialistes. Un peu comme si des Français chantaient encore aujourd'hui *Maréchal nous voilà* (même si, à la différence de

mémoire historique a, depuis 2000, effectué de nombreuses fouilles pour pouvoir rendre à leurs familles les corps de fusillés, avec ou sans l'aide des maires des communes. M. Zapatero conserve toujours sur son bureau la photo de son grand-père, fusillé par les nationalistes, tout comme son prédécesseur de droite, José-Maria Aznar, avait celle de son propre aïeul, amiral qui, lui, combattait « *los rojos* » (« *les rouges* »). Mais le socialiste Zapatero est né vingt et un ans après la fin de la guerre civile.

Alors que, un peu partout dans le monde, les statues des dictateurs du XX^e siècle sont déboulonnées, on peut comprendre que le président du gouvernement juge choquant et anachronique que son pays conserve monuments ou statues à la gloire d'un Caudillo qui imposa à l'Espagne les décennies les plus noires de son histoire moderne. « *Il est impensable que, dans des lieux publics, il existe encore des souvenirs du dictateur* », a affirmé M. Zapatero, le 19 mars à

Paris. La vice-présidente du gouvernement, Maria Teresa Fernandez de la Vega, travaille depuis six mois à la tête d'une commission interministérielle qui doit effectuer la « *réhabilitation morale* » des victimes de la répression, que les tribunaux ont souvent refusé de rejurer parce qu'elles ont été condamnées « *selon la législation en vigueur* ». Elle prépare aussi une loi pour prohiber les symboles franquistes.

Après la statue de Madrid, le gouvernement va s'attaquer au site grandiose del Valle de los Caídos (la vallée de ceux qui sont tombés), cent vingt hectares dédiés à la gloire des soldats franquistes morts, et lieu où est enterré Franco lui-même. Mais, pour célébrer « *l'Espagne de la réconciliation* », le général y fit enterrer aussi de nombreux opposants. La moitié des près de 34 000 corps n'ont jamais été identifiés. La croix gigantesque qui surmonte l'ossuaire est d'autant plus symbolique que l'ensemble fut édifié entre 1941 et 1958 par 20 000 prisonniers républicains condamnés aux travaux forcés. Mais 8 000 personnes s'y sont encore rassemblées, comme chaque année, fin 2004, le jour de l'anniversaire de la mort de Franco, pour honorer la mémoire du généralissime. De l'autre côté, une trentaine d'associations et une centaine de particuliers ont envoyé des projets à la commission interministérielle pour proposer leurs idées de transformation de ce monument.

Les initiatives de M. Zapatero vont-elles creuser un fossé au sein de la société espagnole ? Le Parti populaire (PP), conservateur, passé dans l'opposition après les législatives de mars 2004, a condamné la répression franquiste en février 2002, après s'y être longtemps refusé. Le PP juge normal de transformer le monument mais « *avec sérieux et de façon consensuelle* ». En revanche, son président, Mariano Rajoy, le successeur de M. Aznar, a accusé M. Zapatero, à propos de l'enlèvement de la statue de Franco, d'être « *un irresponsable* » et « *de rompre avec l'esprit de la transition* ». « *Qu'il se mette à gouverner, a-t-il même ajouté, et qu'il arrête de dire des idioties et de diviser les Espagnols.* »

Jean-Louis Andreani
et Martine Silber

Le Monde

Société Editrice du Monde SA

Président du directoire : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Noël-Jean Bergeroux ;
Jean-Paul Louveau, directeur général
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la publication : Jean-Marie Colombani

Directeur délégué : Gérard Courtois
Directeur général : Fabrice Nora

Directeur de la rédaction : Gérard Courtois

Directeurs adjoints : Alain Frachon (*Le Monde* 2),
Sylvie Kauffmann, Patrick Jarreau et Franck Nouchi (directeurs de l'information),
Laurent Greilsamer (rédaction en chef éditoriale)Délégué général : Olivier Biffaud
Secrétaire général : Jean-Pierre Giovenco

Médiateur : Robert Solé

Directeur des relations internationales : Daniel Vernet
Directeur des relations éditoriales extérieures : Edwy Plenel

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Marie-Béatrice Baudet, vice-présidente

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde SA

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

RECTIFICATIFS

■ **DVD.** La photographie illustrant la critique de DVD intitulée « Jean Rouch, pisteur de l'Afrique » (*Le Monde* du 15 avril) a été créditée par erreur « Collection Christophe L. ». Ce cliché appartient en réalité à la collection personnelle du cinéaste et ethnologue Jean Rouch (1917-2004).

■ **LIBAN.** Le Parlement libanais compte 128 députés et non 275, comme nous l'avons écrit par erreur dans *Le Monde* du 15 avril.

■ **JOZEF CZYREK.** Contrairement à ce que nous avons écrit en « une » du *Monde* du 15 avril, sous le titre « Karol Wojtyla, plus tard Jean Paul II, espionné par les services communistes », Jozef Czyrek n'a pas été premier secrétaire du POUP, mais simple secrétaire.

■ **BANQUES.** Contrairement à ce que nous avons écrit dans *Le Monde* du 14 avril, Cortal Consors (filia-

le de BNP Paribas) ne propose pas actuellement de rémunérer les comptes courants de ses clients. La banque directe « *mène actuellement des études sur l'opportunité de lancer en France un compte-chèques rémunéré* », mais « *aucune décision n'a été prise à ce jour* ».

PRÉCISION

■ **EAU.** Jean-Luc Touly, président de l'Association pour le contrat mondial de l'eau (ACME-France), nous demande de préciser, en écho à notre article « La planète assoiffée » (*Le Monde* du 23 mars), que, dans un certain nombre de zones rurales africaines, le secteur privé n'est pas présent du fait du faible retour sur investissement. « *Le raccourci consistant à dire que les altermondialistes reconnaissent que les Etats africains ne sont pas en mesure de remédier seuls à la crise de l'eau, d'où la nécessité de faire appel à des partenariats public-privé, est inexact* », souligne M. Touly.

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SA). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0707 C 81975

ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunsbourg
94852 Ivry cedexPrésident-directeur général : Jean-Paul Louveau
Directeur général : Stéphane Corre
80, bd Auguste-Blanqui
75707 PARIS CEDEX 13
Tél : 01-57-28-39-00 - Fax : 01-57-28-39-26

PRINTED IN FRANCE

